

Publications périodiques

Comptes annuels

DBV TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital social de 3 000 635,20 Euros
Siège social : 177-181, avenue Pierre Brossolette – 92120 Montrouge
441 772 522 R.C.S. Nanterre

I. Les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 publiés dans le document de référence 2017 intégrant le rapport financier annuel 2017 (diffusé et mis en ligne sur le site de l'AMF le 19 mars 2018) ainsi que la proposition d'affectation du résultat publiée au BALO le 18 mai 2018 dans l'avis préalable, ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale du 22 juin 2018.

II. Rapports des commissaires aux comptes

A. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS – EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. »

« Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation »

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels. »

« Justification des appréciations – Points clés de l'audit »

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des avances accordées par DBV TECHNOLOGIES à sa filiale DBC Inc.

Notes 1.2 « Règles et méthodes comptables – Immobilisations financières », 1.3 « Règles et méthodes comptables – Créances et dettes d'exploitation », 2.2 « Créances » et 10 « Tableau des filiales et participations » de l'annexe des comptes annuels.

— Risque identifié

Les avances consenties par DBV TECHNOLOGIES S.A. à sa filiale DBV Inc. détenue à 100 % sont inscrites au bilan pour une valeur brute totale de 35,7 millions d'euros dépréciée à hauteur de 34,9 millions d'euros (les titres de participations sont comptabilisés au bilan pour un montant de 1 K€).

La filiale DBV Inc. a été créée en 2014 afin d'implanter le groupe aux États-Unis dans le but d'obtenir les autorisations nécessaires de la FDA pour la commercialisation sur le territoire américain des produits développés par la société.

DBV Inc ne génère pas de chiffre d'affaires. Ses dépenses sont intégralement financées par DBV Technologies S.A. au travers d'un compte courant.

Après évaluation de la valeur d'inventaire des titres de participation, lorsque la situation nette de la filiale est négative, une dépréciation du compte courant est constatée et, si nécessaire, une provision pour risques est constituée au passif à concurrence du complément.

Nous avons considéré l'évaluation du caractère recouvrable des avances consenties comme un point clé de l'audit compte tenu du poids de celles-ci dans le bilan de DBV TECHNOLOGIES S.A.

— Travaux d'audit réalisés

Nous avons apprécié le niveau de la dépréciation du compte courant au regard l'activité actuelle et de la situation financière de DBV Inc.

Dans ce cadre, nous avons effectué les travaux suivants :

- Vérifier que les capitaux propres retenus pour apprécier le niveau de dépréciation concordent avec les états financiers ;
- Valider la réciprocité du montant des avances consenties dans les états financiers de chaque entité ;
- Réaliser certaines procédures d'audit sur les comptes de la filiale DBV Inc

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion. »

B. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS – EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

« Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. »

« Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note 3 - «Principes comptables - principe de continuité d'exploitation» de l'annexe des comptes consolidés. »

« Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation de la charge IFRS 2 relative aux paiements en actions (Notes 3.7, 10.2 et 17 aux états financiers)

— Risque identifié

Depuis sa création, la société a mis en place plusieurs plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres. En application de la norme IFRS 2 – « Paiement fondé sur des actions », le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé en charges, par référence à la juste valeur des instruments attribués, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres sur la période au cours de laquelle les droits à bénéficier des instruments de capitaux propres sont acquis.

Sur l'exercice, la société a comptabilisé une charge IFRS 2 pour un montant total de 30,8 millions d'euros.

Certains des plans d'attribution d'actions gratuites incluent, en fonction des catégories de personnes concernées, des critères d'attribution liés notamment à l'atteinte du critère principal d'efficacité de l'étude de phase III (PEPITES) dans le cadre du programme VIASKIN® PEANUT.

À la suite de l'annonce en octobre 2017 des résultats de l'étude clinique de phase III et comme indiqué dans la note 17.8 aux états financiers, le Conseil d'Administration de la société a estimé que ces résultats ne remettaient pas en cause l'attribution des actions gratuites concernées et a précisé la condition de performance correspondante.

La correcte évaluation de la charge IFRS 2 dépend fortement de jugements de la Direction, dans la mesure où elle est liée :

- Pour les attributions gratuites d'actions, à des critères de performance à atteindre, qui reposent notamment sur des hypothèses de succès et de délai nécessaire à leur atteinte,
- Pour les bons de souscription d'actions et les stock-options, à des hypothèses de volatilité et de maturité attendue.

Dans ce contexte, l'évaluation de la charge liée aux plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres constitue un point clé de l'audit.

— Notre réponse

Nous avons pris connaissance des accords contractuels, des modalités d'évaluation ainsi que des hypothèses clés retenues par la Direction pour estimer la juste valeur des instruments de capitaux propres.

Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes, avec l'aide de nos spécialistes internes, le cas échéant :

- Apprécier les méthodes d'évaluation utilisées par la société pour les différents types d'instruments de capitaux propres attribués,
- Analyser les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation de la charge de personnel, notamment les conditions de performance retenues, le jugement exercé par la Direction pour l'application de ces conditions, les volatilités utilisées ainsi que les maturités attendues,
- Évaluer l'intégrité des modèles de calcul utilisés par la société et la correcte modélisation des hypothèses retenues.

Enfin, nous avons vérifié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes aux états financiers.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés. »

Angers et Neuilly-sur-Seine, le 16 mars 2018
Les Commissaires aux Comptes

BECOUZE
Sébastien BERTRAND
Associé

Deloitte & Associés
Julien RAZUNGLES
Associé